



« Il faut prendre conscience de la mesure dans laquelle un peuple donné, dans un contexte particulier, avec une longue expérience de la gestion de ses propres affaires, a élaboré des normes et des principes de fonctionnement pour faire face aux conflits, respecter la dignité humaine et percevoir le développement non comme un apport de l'extérieur, mais comme un processus de renforcement qui vient de l'intérieur. » (25 février 2002)

D'une manière analogue, l'affirmation des besoins des Africains, au premier plan de la politique publique, est un élément central du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique, approche globale établie par les dirigeants africains au Sommet du G-8, à Gênes, en 2001.

Définition d'une politique plus claire sur l'Afrique

Les participants au Forum sont généralement d'accord pour dire que le Canada devrait orienter de façon plus claire sa politique étrangère sur l'Afrique. À cette fin, il faudrait affecter des ressources plus importantes (financières et autres) pour l'Afrique. Au niveau politique, le Canada devrait, selon

certain participants, établir un poste de secrétaire d'État qui se consacrerait exclusivement à l'Afrique. En outre, deux moyens sont proposés pour aider les décideurs à concevoir une politique plus cohérente sur l'Afrique : un cadre qui table sur des réussites antérieures en politique étrangère et une politique reposant sur une liste par ordre de priorité des éléments principaux du développement.

Paix et sécurité, condition préalable au développement

Rejetant une conception de la sécurité qui se limite au militaire, la plupart des participants affirment que le Canada devrait maintenir le cap sur la sécurité humaine. À cette fin, le Canada doit faire porter ses efforts sur le règlement des conflits violents pour constituer les assises minimums de la sécurité et de la stabilité. Cette stabilité est considérée comme une condition préalable à l'investissement. Toujours dans l'optique de l'approche de la sécurité humaine, les participants sont d'avis que l'engagement actuel du Canada à mettre un terme au trafic des armes légères et à faire respecter l'interdiction des mines antipersonnel devraient être des éléments centraux au prochain sommet du G-8, à Kananaskis. Dans sa promotion de la

S'il est une région du monde qui justifie une approche plus cohérente et plus institutionnalisée de la sécurité humaine, c'est bien l'Afrique. S'il est vrai que les menaces militaires classiques durent toujours, on ne peut parvenir, en mettant l'accent exclusivement sur elles, qu'à une compréhension limitée des origines de l'insécurité dans le monde contemporain...En dernier recours, les solutions aux problèmes de la sécurité en Afrique devront venir du continent même, grâce à une mobilisation plus constructive qui concilie solidarité éthique et intérêts propres. Cela est nécessaire pour faciliter la transition vers une paix plus durable.

James Busumtwi-Sam
 Professeur adjoint, département des sciences politiques, Simon Fraser University
 (Vancouver, 25 février 2002)
